NOTES DE LECTURE.

Jean-Marie Vincent, *Fétichisme et Société*, Ed. Anthropos

Malgré la diversité des sujets qu'il aborde, en tant que recueil d'essais, l'ouvrage de J.M. Vincent présente une unité remarquable : rétablir le marxisme dans son vrai caractère de critique, sans complaisance pour l'état de choses existant, et d'*instrument de transformation du monde*. A travers trois sections, qui contiennent respectivement des travaux sur le droit, sur la sociologie de Max Weber et sur le développement du marxisme à partir du *Capital*, se déroule ce que J.M. Vincent lui-même définit comme une « contre-offensive », s'attaquant à la contamination du marxisme par la pensée bourgeoise, à la pétrification stalinienne de la théorie marxiste et aux « améliorations » de la doctrine par l'adjonction éclectique des résultats du positivisme bourgeois. Il s'agit de renouveler la théorie, non par des « adaptations » empiriques, mais *en lui faisant retrouver sa liaison intime avec la pratique révolutionnaire*.

La supériorité évidente du livre de J.M. Vincent sur la grande majorité des travaux marxistes publiés en France au cours des 20 dernières années se situe à plusieurs niveaux : a) une connaissance rigoureuse et approfondie non seulement des « classiques » du marxisme, mais aussi des grands penseurs bourgeois : Hegel, Max Weber, Parsons, etc. ; b) le dépassement du chauvinisme culturel, de l'« hexagonisme » étriqué, si fréquent en France, par une lecture critique, fertile et enrichissante de la production marxiste allemande (Léo Kofler, A. Schmidt, J. Habermas, T. Adorno, H.J. Kroll, etc.) et italienne (V. Cerronni, G. Della Volpe, L. Colletti, etc.) ; c) par une orientation authentiquement révolutionnaire qui n'a rien de commun avec la répétition dogmatique de quelques formules figées ; d) par le refus des « synthèses » éclectiques entre Marx et les développements les plus récents de la pensée bourgeoise dans les sciences sociales universitaires.

Un des écrits du livre qui nous semble réunir au plus haut degré toutes ces qualités est l'essai « Science et idéologie un siècle après *le Capital* » — la première fois dans un recueil publié en plein mois de mai 1968 — qui développe, en partant d'une analyse de l'oeuvre de Marx, quelques-uns des problèmes théoriques et politiques décisifs pour la

Comme le souligne J.M. Vincent, dans la préface, les diverses études de son livre se situent à des étages d'élaboration différents (de 1964 à 1972). Tandis que certains sont influencés par Lukacs, Bloch, Kofler et par la problématique du courant humaniste révolutionnaire, d'autres sont plus proches des préoccupations scientifiques et méthodologiques de Lucio Colletti.

En tant que partisan du premier courant (et contrairement à J.M. Vincent), le rejet radical de la raison dialectique hégélienne par Colletti dans *Il Marxismo e Hegel*, nous semble très discutable. Colletti essaye de prouver que Marx est plutôt un continuateur de Kant et de sa raison analytique que de Hegel. Comme cette thèse est en contradiction explicite avec les textes de Marx lui-même, Colletti est obligé d'avancer la thèse surprenante selon laquelle Marx a été « incapable de se représenter clairement la généalogie de ses découvertes. Sa conscience ne réussit pas à se rendre entièrement compte de son être » (*Il Marxismo e Hegel*, Laterza, Bari, 1969, p. 275). A notre avis, la généalogie de la dialectique marxiste, telle que Marx lui-même la présente, c'est-à-dire comme *Aufhebung* (dépassement) de la dialectique hégélienne, est bien plus capable de saisir l'essence même de la méthode de l'auteur du *Capital* que les conceptions « néo-kantiennes » *sui-generis* de Colletti.

De même, les critiques de Colletti contre Lukacs, l'assimilant un peu hâtivement au bergsonisme, nous semblent appeler beaucoup de réserves. Mais cela relève déjà d'un autre débat.

Quoi qu'il en soit, partisans ou adversaires de Lukacs et du « hégéloxmarxisme » liront avec intérêt le remarquable ouvrage de J.M. Vincent, sans aucun doute une des contributions les plus originales et les vigoureuses au renouvellement de la pensée marxiste en France depuis de longues années.

C. Rossi

Nicos Poulantzas, *La crise des dictatures : Portugal, Grèce, Espagne* Ed. Maspéro.

Poursuivant la trajectoire qui le ramène de la théorie à la politique, des structures à l'histoire, Nicos Poulantzas publie chez Maspéro, une brève étude : « *La crise des dictatures ; Portugal, Grèce, Espagne...* ». Texte d'actualité et non de circonstance. Il y prolonge et exerce les concepts mis en place dans ses livres précédents.

Le procès d'industrialisation de certains pays, dans le contexte international actuel, serait surdéterminé par la domination impérialiste. Le développement économique de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, ne suffirait pas à sortir ces pays de la dépendance. Il s'agit d'un « phénomène d'industrialisation dépendante », marqué par l'exportation de force de travail vers les grandes métropoles, et par la reproduction d'une répartition du travail qualifié et déqualifié entre les métropoles et ces pays.

Résultat : la différenciation de la classe dominante entre une bourgeoisie compradore directement, organiquement liée au capital impérialiste, et une bourgeoisie intérieure, fruit de l'industrialisation, de 125

l'essor de la sous-traitance. Entre ces fractions naissent des contradictions, la seconde étant intéressée à l'essor du marché intérieur, à une certaine ouverture politique, voire à un rapprochement tactique avec le **Marché Commun** pour renégocier le compromis pour le pouvoir avec la fraction compradore. Mais il ne s'agit pas d'une *bourgeoisie nationale* en ce sens qu'elle ne peut échapper à la logique du développement dépendant dont elle est le sous-produit.

Grâce à ces contradictions au sein de la classe dominante, la « sortie » démocratique des régimes dictatoriaux deviendrait possible : « *Ce qui a été prouvé, c'est qu'un renversement du régime de la dictature est possible, même en l'absence d'un télescopage entre le processus de démocratisation d'une part, celui de transition au socialisme et de libération nationale de l'autre (...). En clair, cela signifie que cette bourgeoisie intérieure a été souvent doublement sous-estimée : comme allié possible, mais aussi comme adversaire car si l'expérience prouve qu'elle peut être en certaines circonstances un allié, elle ne cesse jamais d'être en même temps un adversaire.* » (p. 69)

En effet, la nature de cette bourgeoisie, la surdétermination impérialiste, tracent une voie étroite et des limites à cette démocratisation de l'Etat dictatorial, aussitôt entraîné vers sa reconversion en Etat fort. L'idée figurait déjà dans le livre précédent de Poulantzas : « *Il ne fait pas de doute que d'une part, les formes particulières de l'Etat fort (autoritaire-policier) que l'on voit s'établir un peu partout en Europe et d'autre part l'accumulation des conditions de procès éventuels de fascisation, sont l'expression à la fois de la lutte des classes et de leur place dans la nouvelle structure de dépendance.* »

C'est dans ce cadre spécifique que l'on pourrait comprendre le rôle particulier de l'armée dans le processus de démocratisation au Portugal mais aussi en Grèce. Parti unique de la bourgeoisie, clé de voûte de son idéologie, elle serait particulièrement apte à assurer sur le mode bonapartiste la transition de la dictature sénile à l'Etat fort moderne.

Ces thèses conduisent Poulantzas à des conclusions qui ne manquent pas d'intérêt.

D'abord, entrant dans le détail des contradictions au sein de la bourgeoisie, il est amené à nuancer les développements de son précédent livre qui le rapprochaient, à son corps défendant, des thèses super-impérialistes. Il faut souligner que les derniers événements du Portugal et d'Indochine, liés à l'affaiblissement du dollar, obligent Poulantzas à amender sa thèse de l'hégémonie absolue de l'impérialisme US et à prendre en compte sa confrontation avec une Communauté européenne, même fragile et inachevée. (pp. 26-27-28)

D'autre part, Poulantzas en vient aussi à conclure que toute lutte qui se fixerait pour but l'indépendance nationale en alliance avec la bourgeoisie intérieure serait vouée à l'échec : « *Il est évident que l'indépendance d'un pays face à l'impérialisme ne peut être rompue que par un processus de libération nationale qui recoupe ou recouvre, dans la nouvelle phase de l'impérialisme et les circonstances actuelles un processus de transition au socialisme.* » (p. 21). Dans la foulée, il réfute toute perception de la contre-révolution, au Chili par exemple,

comme le fruit d'un complot : la réaction a des forces vives à l'intérieur de la formation sociale, et c'est là que la lutte de classes doit trouver son dénouement, par la destruction de l'appareil d'Etat existant. C'est une version de la révolution permanente appliquée à... des pays capitalistes. Ce n'est pas nouveau, mais utile face aux thèses étapistes défendues aussi bien par les Partis communistes (démocratie avancée, compromis historique) que par les maos-staliniens qui se font un drapeau de la République bourgeoise (FRAP en Espagne), au point de s'allier parfois avec la démocratie bourgeoise contre le « social-fascisme » (ACC, MRPP, PCml au Portugal).

Pourtant, ce livre laisse le lecteur sur sa faim. Et pas seulement parce qu'il sent le bâclé.

D'abord, la lutte de classes y fait une entrée fort tardive, à la page 57 — sur 137 qu'en compte l'ouvrage. Au point que les luttes ouvrières apparaissent comme un effet second des contradictions inter-bourgeoises, comme la tentative de saisir une opportunité offerte. Et non comme le premier résultat du développement économique, développement profondément inégal, qui bouleverse les rapports sociaux, au point que les différenciations au sein de la bourgeoisie sont souvent plus des *différenciations politiques face* au mouvement ouvrier que des affrontements d'intérêts économiques (intérieurs contre compradores).

Cette erreur fondamentale de méthode n'est pas innocente. Elle empêche notamment Poulantzas d'aller au-delà des analogies superficielles pour saisir *l'originalité politique* des processus en cours au Portugal, en Grèce et en Espagne. Il parle de « convergence conjoncturelle » entre les intérêts de la bourgeoisie intérieure et ceux des masses populaires. Disons plutôt que la démobilisation-dépolitisation ouvrière relative a permis la forme spécifique de la démocratisation en Grèce, ou que la faiblesse organisationnelle du mouvement ouvrier au Portugal avant le 25 avril a permis au MFA de se propulser à l'avant-scène en offrant des garanties à la bourgeoisie.

La démarche de Poulantzas le porte à minimiser le rôle des luttes sociales : « *A proprement parler, dit-il, ces luttes se sont articulées aux contradictions des formations sociales nationales grecque et portugaise, elles ont contribué à leur condensation, marquant ainsi le début du renversement du régime déjà fortement miné de l'intérieur. Il ne faut donc pas surestimer l'effet de ces luttes, et cela importe au premier chef dans le cas de l'Espagne...* » Au contraire ! Si les luttes ont joué un rôle effectivement limité, encore que bien réel, au Portugal et en Grèce, on voit comment, en Espagne, elles retardent les solutions bourgeoises et rendent les contradictions explosives. Face à l'exemple portugais, la bourgeoisie espagnole a bien eu la velléité de créer préventivement des associations politiques bourgeoises, prêtes à devenir partis et à occuper le terrain en cas de chute de la dictature. Mais la pression de la lutte de classes est telle que le régime recule devant cet « entrebâillement » démocratique. Il oscille entre un libéralisme velléitaire et la répression traditionnellement policière, sachant qu'une classe ouvrière qui a derrière elle la guerre civile, douze ans de luttes intenses, des grèves exemplaires, plusieurs grèves générales locales et régionales, 127

dépassera bien plus vite encore qu'au Portugal les limites légales de la démocratisation.

La démarche erronée de Poulantzas laisse entrevoir d'autres conséquences néfastes, d'ordre stratégiques celles-là. Bien que généraux, certains développements sur le Portugal sont corrects ; ils ont au moins le mérite de ne pas tomber dans les illusions et l'opportunisme envers le MFA, si coutumiers à *Libération* et à toute une partie de l'intelligentsia d'extrême-gauche. Mais puisque, dans l'ordre stratégique, les contradictions au sein de la bourgeoisie priment, temporairement peut-être, la confrontation entre bourgeoisie et prolétariat, « *l'alliance tactique* » avec la bourgeoisie intérieure, « *sur un objectif précis et limité* », celui du renversement des dictatures, se justifie (p. 61). Il est intéressant de noter que c'est exactement la justification donnée par le PCE à la « Junte démocratique » espagnole dont la plate-forme n'inclut que des propositions démocratiques, et pas une seule revendication sociale ouvrière ! Poulantzas cherche à s'en sortir dès la page suivante en rappelant que l'important c'est de savoir sous l'hégémonie de qui cette alliance se fait... Bien sûr ! Bien sûr... Et sous quelle forme, et avec quelles forces, et entre quels partis. Ceci nous amènerait au-delà des généralités, dans le vif des questions politiques actuelles : le pacte avec le MFA au Portugal, la junte démocratique, l'Assemblée de Catalogne, l'orientation des PC. Poulantzas admet que ce serait intéressant, mais dès l'introduction il s'en débarrasse en arguant que ça nécessiterait un autre livre. Alors, il aurait peut-être fallu condenser un peu plus le premier et passer au second car le débat se fait urgent.

Daniel BENSARD

inprecor

correspondance
de presse
internationale

bimensuel
3 francs